

Le Burundi reste très mal classé sur le plan de la liberté de la presse

Reporters sans frontières, 30 janvier 2013 Classement mondial de la liberté de la presse 2013 - Afrique

Afrique de l'est

Le Burundi (132^eme) ne perd que deux places mais reste très mal classé. Les convocations de journalistes ont diminué, mais l'affaire Hassan Ruvakuki, condamné à la prison à perpétuité puis à trois ans de en appel, fait peser sur la presse un climat de peur. En Somalie (175^eme place, -11), dix-huit professionnels de l'information ont été tués, victimes d'attentats à la bombe ou directement visés dans des assassinats ciblés, faisant de l'année 2012 la plus meurtrière de l'histoire pour la presse de ce pays. Cet état de la corne de l'Afrique fut en deuxième pays le plus dangereux au monde pour les acteurs de l'information après la Syrie.

En Érythrée (179^eme, dernière place du classement pour la sixième année consécutive), on ne tue pas, mais on laisse mourir, ce qui revient à peu près au même. La plus grande prison d'Afrique pour les journalistes en renferme au moins une trentaine. Sur les onze incarcérés depuis 2001, sept ont succombé à leurs conditions de détention ou se sont suicidés. Depuis la suspension de la presse privée il y a plus de dix ans, les médias indépendants n'existent pas, sauf en exil, et la terreur règne. L'est du continent est aussi une terre de censure et de répression. Le Soudan Omar el-Béchir a les confiscations de journaux n'ont pas cessé et de nombreux journalistes ont été interpellés pendant l'année bien ancrée à la 170^eme place, parmi les dix derniers pays au classement. Djibouti (167^eme, -8), pays sans presse privée, a détenu, pendant plus de trois mois, un collaborateur du site d'informations La Voix de Djibouti. Malgré la libération de deux journalistes suédois arrêtés en 2011, l'Éthiopie (137^eme) perd dix places en raison de l'application liberticide de la loi anti-terroriste de 2009 et du maintien en détention de plusieurs journalistes locaux. Troubles politiques au Mali et en Centrafrique Longtemps présentée comme un bon espoir du continent en matière de démocratie et de liberté de la presse, le Mali (99^eme, -74 soit la plus forte chute au niveau mondial) paie la situation dans laquelle le pays a sombré en 2012. Le putsch militaire du 22 mars à Bamako et la prise du nord du pays par les indépendantistes touaregs et fondamentalistes islamistes ont exposé les médias à la censure et aux exactions. De nombreuses radios du Nord ont alors interrompu leurs programmes tandis que plusieurs journalistes, maliens ou étrangers, ont été agressés dans la capitale. Autant d'exactions relevées avant l'intervention militaire de janvier 2013. Sur l'année 2012, la République centrafricaine occupe la 65^eme place. Les événements survenus depuis le début de la rébellion du Séléka, en toute l'année (des radios saccagées, une journaliste tuée), ne sont pas pris en compte dans ce classement, évitant au pays une chute de plus de cinquante places. Cette nette dégradation sera prise en compte dans l'édition 2014. Enfin, le black out médiatique et la censure militaire qui ont accompagné le coup d'État du 12 avril dernier justifient le recul de dix-sept places de la Guinée-Bissau (92^eme). Les pays des États membres de l'Union africaine censeurs : Yahya Jammeh, le roi Mswati III, Paul Kagame et Teodoro Obiang Nguema forment, avec des chefs d'État comme Issaias Afewerki (Érythrée) ou Ismaïl Omar Guelleh (Djibouti), un club semble-t-il prisé : celui des dirigeants africains à fantasmes ou austères, tous autoritaires qui tiennent leur pays d'une main de fer et contraignent l'information. Leurs pays respectifs, la Gambie (152^eme), le Swaziland (155^eme), le Rwanda (161^eme), et la Guinée équatoriale (166^eme), se situent tous dans les trente dernières places du classement. Le pluralisme y est réduit à peu de chagrin, et la critique du chef d'État fortement déconseillée. Des baisses très significatives Plusieurs journalistes inquiétés voire malmenés, N'djamena Bi-Hebdo temporairement suspendu, son directeur condamné à la prison avec sursis, un projet de loi tenu secret mais fortement liberticide : le Tchad (121^eme) perd cette année 18 places. Après une lente mais sûre progression depuis la formation du gouvernement d'union nationale en 2009 et les licences accordées à des quotidiens indépendants, le Zimbabwe (133^eme, -16) marque le pas. La violence et les arrestations de journalistes sont lancinantes et si des élections se tiennent, comme prévu, en 2013, ce sera dans un climat tendu pour la presse. Relativement bien classé en 2011-2012, le Soudan du Sud (124^eme) perd treize places après l'assassinat d'un éditorialiste le premier dans ce jeune pays et alors que les médias et journalistes locaux attendent toujours l'adoption de trois projets de loi sur la presse. Malgré la tenue d'élections générales de la communication, l'avenir de la presse reste à la fois incertain et inquiétant. Cameroun (120^eme, -23). Dans les hauteurs du classement, le Niger (43^eme) perd cependant quatorze places à cause de l'irresponsabilité de quelques journalistes tentés d'abuser de la liberté qui leur est accordée. Enfin, en Tanzanie (70^eme, -36), en l'espace de quatre mois, un journaliste a été tué alors qu'il couvrait une manifestation et un autre retrouvé mort, manifestement assassiné. Retours à la normale Après une terrible année 2011 marquée par la dictature du défunt président Bingu Wa Mutharika, une violente répression de la couverture des manifestations et l'assassinat du blogueur Robert Chasowa, le Malawi (75^eme) enregistre en 2012 la plus forte progression mondiale (+71) et retrouve, à quelques places près, la position qu'il occupait en 2010. De même pour la Côte d'Ivoire (96^eme +63), où de nombreux problèmes demeurent, mais qui avait "plongé" dans le précédent classement à cause des conséquences de la crise post-électorale, de l'assassinat en 2011 d'un journaliste et d'un collaborateur des médias de la guerre civile qui avait secoué Abidjan en avril. Enfin, l'Ouganda (104^eme) gagne trente-cinq places, à la faveur de l'année 2012 moins difficile que la précédente, mais la situation des médias est loin d'être satisfaisante. L'année achevée par des menaces ouvertes proférées par le président Yoweri Museveni à l'encontre de plusieurs radios. Des progressions encourageantes Après une élection présidentielle qui s'est finalement déroulée dans un climat plutôt tendu pour les médias en dépit de quelques regrettables agressions de journalistes et avec l'accès au pouvoir de Macky Sall, qui a affirmé être prêt à dépolitiser les médias de presse, l'année 2012 a été celle de l'Espagne (59^eme, +16). Tout reste cependant à prouver en 2013, comme est venue le rappeler, en décembre, la condamnation d'un journaliste à la prison ferme. Au Libéria (97^eme, +13), l'élection présidentielle de novembre 2011 avait été par des suspensions de médias et des violences contre des journalistes. Le climat pour les médias était bien meilleur cette année. À l'Assemblée, la présidente de la République, Ellen Johnson Sirleaf, est devenue la deuxième chef d'État après le Nigérien Mahamadou Issoufou, à signer la Déclaration de la Montagne de la Table, s'engageant ainsi à promouvoir la liberté de la presse. Enfin, la Namibie (19^eme), le Cap-Vert (25^eme), et le Ghana (30^eme) restent les

pays africains traditionnellement les mieux classés. Lire le Rapport du Classement mondial de la liberté de la presse 2013